

# ACTION URGENTE

## DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET DES SYNDICALISTES MENACÉS DE MORT

**Des défenseurs des droits humains et des syndicalistes du département du Valle del Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie, sont en danger depuis qu'ils ont reçu des menaces de mort provenant apparemment du groupe paramilitaire Autodefensas Gaitanistas de Colombia.**

Le 11 avril, une menace de mort écrite, apparemment signée par le groupe paramilitaire Autodefensas Gaitanistas de Colombia, a été déposée sous la porte des bureaux de deux organisations de défense des droits humains – le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (Comité de Solidaridad con los Presos Políticos, **CSPP**) et la section du Valle del Cauca du Mouvement national des victimes de crimes d'État (Movimiento de Víctimas de Crímenes de Estado, **MOVICE**) – et d'un syndicat – la Centrale unitaire des travailleurs (Central Unitaria de Trabajadores, **CUT**) – de la ville de Cali, dans le département du Valle del Cauca.

La menace de mort était adressée à **Martha Giraldo** de la section du Valle del Cauca du MOVICE, **José Milciades Sánchez** du syndicat SINTRAMUNICIPIO, **Walter Agredo** du CSPP et **Wilson Sánchez** de la CUT, mais évoquait 15 personnes du CSPP, de la CUT, du MOVICE, des syndicats **SINTRAUNICOL**, **SINTRAEMCALI** et **SINTRAMUNICIPIO** et du Comité permanent pour la défense des droits humains (Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, **CPDH**). Elle mentionnait également le **Congrès des peuples** (Congreso de los Pueblos), un mouvement social dont de nombreux membres ont été menacés et certains tués.

La menace de mort déclarait : « nous exterminons tous ces gauchistes, militants, défenseurs des droits humains et du processus de paix, responsables indigènes, militants du Congrès des peuples, syndicalistes, sympathisants de la guérilla, fils de putes de gonorrhée de rats, nous savons comment vous vous cachez. Nous désignons comme des cibles militaires tous ceux qui se déguisent en défenseurs des travailleurs réunis dans différentes organisations syndicales... Nous recommandons également à la communauté de se tenir à l'écart de ces gens, car ceux qui les accompagnent seront également abattus. »

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à prendre toutes les mesures que les personnes menacées jugent nécessaires pour garantir leur sécurité ;
- engagez-les à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur ces menaces de mort, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur qu'en vertu de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme, elles ont l'obligation de protéger les défenseurs des droits humains ;
- exhortez-les à prendre des mesures concrètes pour démanteler les groupes paramilitaires et à rompre tout lien que ces groupes entretiennent avec certains secteurs des forces de sécurité.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 MAI 2016 À :**

Président de la République

Juan Manuel Santos  
Casa de Nariño  
Calle 7, No. 6-54  
Bogotá, Colombie  
Fax : +57 1 596 0631  
**Formule d'appel : Monsieur le  
Président, / Excmo. Sr. Presidente  
Santos**

Ministre de l'Intérieur

Juan Fernando Cristo  
Calle 12, No. 8-38  
Bogotá, Colombie  
Fax : +57 1 283 9876  
**Formule d'appel : Sr. Ministro, /  
Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**

MOVICE-Valle del Cauca  
Carrera 9, No. 4-53  
Barrio San Antonio  
Cali, Colombie

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET DES SYNDICALISTES MENACÉS DE MORT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Des groupes paramilitaires restent actifs en Colombie, malgré leur démobilisation supposée dans le cadre d'un processus initié en 2005 et placé sous l'égide du gouvernement.

Selon l'ONG colombienne Somos Defensores (Nous sommes défenseurs), 19 défenseurs des droits humains ont été tués au cours des trois premiers mois de cette année. Dans la plupart des cas, le groupe auquel le responsable présumé appartenait reste inconnu. Cependant, d'après le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies en Colombie, les groupes paramilitaires (que les Nations unies appellent « groupes armés post-démobilisation liés au crime organisé ») représentent toujours le principal risque pour la sécurité publique en Colombie.

Des groupes paramilitaires continuent de prendre pour cible des défenseurs des droits humains, notamment des responsables indigènes, afro-colombiens et paysans, des syndicalistes, des associations de victimes et des personnes et communautés cherchant à se battre pour leurs terres et leurs droits territoriaux.

Noms : Walter Agredo (h), Rodrigo Vargas (h), Hernán Arciniegas (h), Wilson Sáenz (h), Julián Lozano (h), José Milciades Sánchez (h), Martha Giraldo (f), Ariel Díaz (h), Edinson Méndez (h), Carlos Murcia (h), Ismael Hurtado (h), Henry Domínguez (h), Jorge Iván Vélez (h), Albert Quintero (h), Antonio Gutiérrez (h) et d'autres membres de la CUT, du CSPP, du MOVICE, de SINTRAUNICOL, de SINTRAEMCALI, de SINTRAMUNICIPIO, du CPDH et du Congrès des peuples.

Hommes et femmes

AU 88/16, AMR 23/3837/2016, 13 avril 2016